



## ARRÊTÉ N°2023ST126

### **Objet : Occupation du domaine public – mise en place d'un échafaudage**

Le Maire de la commune de LA VILLE DU BOIS,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code Pénal notamment l'article R.610-5,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, portant dispositions générales en matière de police et plus particulièrement les articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1 et suivants,

**VU** les articles R.110-1, R.110-2, R.411- 5, R.411- 8, R.411-18 à R.411-8, R.411-25 à R.411-26, R.417-10 alinéa 10°, R.417-10 paragraphe V du Code de la Route,

**VU** la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés de Communes, des Départements et des Régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

**VU** la loi n°2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, livre I - 8ème partie relative à la signalisation temporaire et notamment son article n°132,

**VU** la décision 2022DM44 du 7 novembre 2022 portant droits de voirie et d'occupation du domaine public, hors commerces,

**VU** la demande formulée par la société MGE-SERVICES sis 4 impasse des Têtes de Chat à Breuillet (Essonne)

**VU** le PC 91 665 20 1 0015 délivré le 15/02/2022 à l'association Monde en Marge – Monde en marche sis 22 rue de Lormoy à Longpont-sur-Orge (Essonne)

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de l'installation d'un échafaudage sur le trottoir au sis 13 rue de Gaillard dans l'agglomération de La ville-du-Bois (Essonne), il convient de réglementer provisoirement le cheminement des piétons afin d'assurer la sécurité publique.

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société MGE SERVICES est autorisée à occuper le domaine public pour effectuer le ravalement de la façade et des travaux de peinture au sis 13 rue de Gaillard à La Ville-du-Bois (Essonne) du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2023.

Il conviendra à la société MGE SERVICES ;

- De fermer la rue de Gaillard, durant 30 minutes, le jour du démontage de l'échafaudage et
- De mettre en place une déviation temporaire.

#### **Article 2 :**

L'entreprise chargée des travaux devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public et notamment la mise en place ;

- En amont, d'un panneau réfléchissant pour prévenir de l'obstacle, (diurne et nocturne),
- De balises aux pieds de l'échafaudage et la signalétique diurne et nocturne sur l'échafaudage
- D'un panneau renvoi de piétons et cyclistes sur le trottoir d'en face ou d'un passage protégé en dessous de l'échafaudage

**Article 3 :**

La signalisation réglementaire d'approche et de position conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, la signalisation de restriction et de protection du chantier matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par les soins et sous la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux, de façon très apparente.

**Article 4 :**

Il est demandé au pétitionnaire d'informer les riverains et usagers de la voie que des travaux seront réalisés à son initiative pour la période précisée dans la demande d'autorisation de voirie. L'entreprise chargée des travaux devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public. Cette information devra être effectuée au moins quarante-huit heures avant le commencement des travaux par voie d'affichage du présent arrêté sur le site des travaux et, si les circonstances le justifient, par courrier individuel destiné aux riverains proches concernés par la gêne occasionnée.

**Article 5 :**

En prévision de modifications éventuelles, monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie, monsieur le Chef de service de la Police Municipale, les agents de la force publique sous leurs ordres, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. Une main courante ou un procès-verbal fera mention de ces modifications.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**Article 7 :**

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.

**Article 8 :**

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance calculée conformément aux dispositions de la décision 2022DM44 susvisée. Le règlement sera effectué auprès du Trésor Public à la réception du titre correspondant.



**Article 9 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de LA VILLE DU BOIS (91620).

**Article 10 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun pour ce qui le concerne :

- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de NOZAY.
- Madame la Directrice des Services Techniques de LA VILLE DU BOIS.
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de LA VILLE DU BOIS.
- La société MGS-SERVICES

<p>Le Maire,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte,</li><li>- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.</li><li>- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a></li></ul> <p>Notifié le :</p>	<p>FAIT A LA VILLE DU BOIS, le 11 juillet 2023</p> <p>Le Maire, Jean-Pierre MEUR.</p>  
---	--